



## La Commission Justice et Paix du Conseil canadien des Églises Déclaration sur les armes autonomes

Mai 2022

L'honorable Mélanie Joly, députée  
Ministre des Affaires étrangères

Chère Ministre Joly,

La Commission Justice et Paix du Conseil canadien des Églises demande au gouvernement du Canada d'appuyer les efforts internationaux en vue d'interdire les systèmes d'armements entièrement autonomes. De tels systèmes prennent des décisions sur les vies humaines sans beaucoup de contrôle humain et ne peuvent pas apprécier la vie humaine à sa juste valeur.

La Commission Justice et Paix du Conseil canadien des Églises, un organisme œcuménique vaste et inclusif qui représente 26 Églises membres du Canada, offre aux Églises chrétiennes une tribune permettant d'échanger de l'information et des préoccupations entre les Églises engagées dans le travail œcuménique sur la paix et la justice sociale au Canada et dans le monde. En tant que commission engagée dans ce travail, nous exprimons notre profonde préoccupation au sujet du développement de systèmes d'armements sans contrôle humain valable. Nous appuyons la déclaration commune intitulée « A Plea for Preserving Our Shared Humanity<sup>1</sup> », signée par le Conseil œcuménique des Églises, Pax Christi Northern California et Soka Gakkai International, et nous affirmons que [*traduction*] « le rejet ferme et urgent du développement d'armes entièrement autonomes est essentiel pour préserver notre humanité commune ».

L'essentiel de notre préoccupation est la conviction que les systèmes d'armes autonomes compromettent la dignité humaine et traitent les vies humaines comme des lignes de code. Les machines améliorées par une intelligence artificielle ne peuvent pas comprendre la valeur de la vie humaine et ne devraient pas être dotées du pouvoir de la supprimer. Les machines, quel que soit leur perfectionnement, ne possèdent pas les capacités humaines uniques d'empathie, de miséricorde, de solidarité, d'amitié et de créativité.

Alors, une exigence minimale pour protéger la dignité humaine est que les vies humaines ne puissent pas être traitées comme des objets jetables. Toute décision ayant comme conséquence possible de mettre fin à la vie humaine doit être prise par d'autres humains qui peuvent être tenus responsables de leurs actes. Pour respecter cette exigence de dignité humaine, il faut éviter des meurtres sans âme qui traitent les vies humaines comme des points de données et non comme une chose sacrée.

---

<sup>1</sup> « A Plea for Preserving Our Shared Humanity » (en anglais seulement), février 2021  
<https://www.oikoumene.org/resources/documents/interfaith-statement-on-killer-robots>



Bien que les nouvelles technologies telles que l'intelligence artificielle offrent aux collectivités un nouvel ensemble d'outils permettant d'échanger plus facilement entre elles et de résoudre plusieurs problèmes mondiaux, on ne doit pas laisser ces technologies conduire à une déshumanisation numérique. Le fait de déléguer les décisions sur les vies humaines à des machines et à des algorithmes est un *mal en soi*, essentiellement pervers, et doit être interdit.

En tant que commission du Conseil canadien des Églises, nous réfléchissons dans une perspective biblique et théologique sur la paix et la justice sociale, nous facilitons la coopération des Églises pour les questions de paix et de justice, et nous aidons le Conseil et ses Églises membres dans leurs efforts de défense des droits quand cela est approprié. Nous croyons que c'est le moment d'apporter une telle aide, et nous présentons cette déclaration réclamant le respect de la dignité humaine et la préservation de notre humanité commune.

Soyez assurée de nos prières constantes pour vous et le gouvernement du Canada, pour que la justice puisse être respectée et que la paix puisse régner.

*Donna Geernaert s.c.*

Donna Geernaert, S.C., présidente, Commission Justice et Paix

C.c. :

L'hon. Rob Oliphant, secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires étrangères

Maninder Sidhu, secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires étrangères

L'hon. Michael Chong, porte-parole de l'opposition en matière d'affaires étrangères, Parti conservateur du Canada

Ziad Aboultaif, porte-parole de l'opposition en matière d'affaires étrangères, Parti conservateur du Canada

Heather McPherson, critique en matière d'affaires étrangères, Nouveau Parti démocratique du Canada

Don Davies, critique adjoint en matière d'affaires étrangères, Nouveau Parti démocratique du Canada

Stéphane Bergeron, porte-parole en matière d'affaires étrangères, Bloc Québécois

Amita Kuttner, chef intérimaire, Parti vert du Canada

Rév. Das Sydney, Ph.D., président, Conseil canadien des Églises

Rév. Peter Noteboom, secrétaire général, Conseil canadien des Églises

Peter Prove, directeur de la Commission des Églises pour les affaires internationales du Conseil œcuménique des Églises (COE)